

Fondation AVSI

Haïti : agir maintenant pour sortir de la crise. Des propositions concrètes à partir du terrain

Position Paper

1. Introduction

La situation en Haïti est toujours plus tragique : elle se détériore de jour en jour et l'espace d'accès humanitaire à la population prise en otage par les bandes armées risque de se refermer. Des personnes meurent chaque jour de la violence et de la faim, des pertes en vies humaines qui pourraient être évitées.

Face à l'urgence, à la lumière de son **expérience sur le terrain**, de sa connaissance directe et étendue de la réalité locale, et de sa proximité avec les plus vulnérables, **AVSI présente ici une prise de position pour attirer l'attention sur ce pays et proposer des actions concrètes immédiates.**

AVSI est présente en Haïti depuis 1999, où il a toujours travaillé à la mise en œuvre de projets de développement et d'urgence. En raison de la crise humanitaire des cinq dernières années, les activités d'AVSI se sont de plus en plus concentrées sur les **interventions humanitaires en réponse aux besoins émergents de la population, sans jamais perdre le lien avec le développement.**

Après un aperçu concis du contexte (abordant certains des problèmes les plus critiques, mais soulignant également les atouts positifs), AVSI **souligne les domaines spécifiques dans lesquels les donateurs et les responsables de la mise en œuvre peuvent agir immédiatement afin d'accompagner Haïti pour sortir de la crise.**

2. Le contexte actuel

Haïti se classe au 170ème rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain du PNUD, avec un score de 0,510, le plus bas des Amériques et de tout l'hémisphère nord. Les indicateurs de développement d'Haïti ont continué à décliner et le pourcentage de la population vivant dans une grande pauvreté augmente. La crise affecte tous les aspects de la vie du pays, plus directement dans la capitale, mais aussi dans l'ensemble du pays :



- a) **Sécurité** : les taux de criminalité ont augmenté de façon dramatique et les forces de l'ordre peinent à garantir la sécurité de la population ; les bandes armées contrôlent aujourd'hui plus de la moitié de la capitale. Le **niveau de violence** est insoutenable - le nombre de victimes est en constante augmentation, les massacres restent impunis, les **violations des droits de l'homme** sont systématiques : la population est effectivement prise en otage par les bandes armées et soumise à des actes de violence quotidiens¹. Quelques statistiques récentes donnent une idée de la situation : en août et septembre 2023, 20.719 personnes ont quitté leurs maisons à Carrefour Feuille (quartier de Martissant) et Solino (quartier de Bel Air)² pour se réfugier dans plus de 26 sites spontanés dans la capitale, sans accès aux services de base³. En raison du niveau élevé de violence, la communauté internationale réduit sa présence et par conséquent les services à la population, bien que les besoins augmentent ainsi que les opportunités d'intervention.
- b) **Politique** : depuis la manifestation anti-corruption de 2018 jusqu'à aujourd'hui, l'état d'ingouvernabilité en Haïti s'est progressivement aggravé et une absence de pouvoir s'est installée, puisque les mandats des députés et des sénateurs ont expiré et que de nouvelles élections n'ont pas pu être organisées depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021.
- c) **Économie** : L'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire touchent aujourd'hui près de 5 millions de personnes, soit près de 50 % de la population totale. L'absence de politiques de revitalisation économique et d'investissements a de plus en plus affaibli tous les secteurs productifs, en particulier l'agriculture, et a provoqué une augmentation exponentielle du chômage dans les zones urbaines.
- d) **Société** : est de plus en plus difficile pour les organisations de la société civile d'interagir avec la classe dirigeante et il y a de moins en moins de place pour une véritable démocratie.
- e) **Education** : Pour la quatrième année consécutive, un nombre important d'enfants haïtiens sont de facto dans l'impossibilité de retourner à l'école, avec des pics de 80% dans les quartiers vulnérables de la capitale.
- f) **Santé** : l'accès aux **services de santé de base** est de plus en plus incertain.
- g) **Changement climatique** : Haïti est particulièrement exposé aux effets du changement climatique et aux **événements naturels catastrophiques** qui génèrent des situations d'urgence à large échelle. Compte tenu de la fragilité du pays et de sa situation de crise sociopolitique, il est particulièrement difficile de répondre rapidement à ces situations d'urgence.

La réponse internationale à la crise a été menée par les États-Unis, les agences des Nations unies, la Commission européenne, le Canada, la Banque interaméricaine de développement et un certain nombre d'autres donateurs bilatéraux. Le Scale Up de l'Action Humanitaire adopté par les agences des Nations Unies en avril 2023 ne s'est pas encore traduit par une augmentation réelle des financements pour répondre aux besoins toujours plus urgents de la population haïtienne. Le Plan de Réponse Humanitaire 2023, élaboré par OCHA et ses partenaires (agences de l'ONU, ONG internationales et locales) prévoit 719,9 millions de dollars pour couvrir les besoins humanitaires urgents de 3,2 millions de personnes. Actuellement, le niveau de financement du plan s'élève à 190,2 millions de dollars, soit seulement 26 % du total des fonds

¹ Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général, A/HRC/54/79, 25 septembre 2023.

² HAITI EMERGENCY TRACKING TOOL (ETT), Dashboard #23, IOM.

³ Haïti : Etat des lieux de la réponse humanitaire Rapport de Situation – Août 2023, OCHA.

demandés⁴. Ce montant est insuffisant pour couvrir les besoins actuels, surtout si l'on considère que la situation sécuritaire ne cesse de se détériorer, entraînant une augmentation du coût des opérations logistiques et non logistiques.

3. Où intervenir sans délai

a) **Stabilité interne** : il est souhaitable que l'imminente mission multinationale de sécurité soit conduite avec toute la prudence dérivée des expériences passées et dans le respect absolu des droits de l'homme. L'espoir est qu'elle parvienne à sortir le pays de cette impasse en permettant à ceux qui travaillent au service de la population d'exercer leur activité en toute sécurité.

b) **Accès à l'éducation et à la formation professionnelle** : la mission multinationale de sécurité visant à contrôler la situation actuelle de violence risque de rester inefficace à moyen et long terme si des parcours concrets et durables **d'éducation, de formation et d'accès au travail** ne sont pas mises en place, offrant à la jeune génération des **alternatives rapides et valables** aux gangs armés. Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour de tels programmes qui se concentrent sur des programmes intégrés et multisectoriels à moyen et long terme.

Sécurité alimentaire et nutrition dans les zones urbaines et rurales : dans les zones rurales, nous devons encourager une **revitalisation progressive de la production agricole**. La distribution de nourriture et d'argent devrait être combinée avec la distribution d'articles agricoles pour la production et d'autres investissements dans la productivité agricole qui peuvent fournir une réponse locale et durable aux problèmes de disponibilité et de distribution dans les zones isolées. Des actions "cash-for-work" devraient également être mises en œuvre dans les zones urbaines.

c) **Promotion de la protection des droits de l'homme** : la protection de toutes les victimes de violence et de violences basées sur le genre doit être garantie, et la réponse communautaire doit être facilitée par la promotion et le renforcement des services communautaires de prise en charge.

4. Ressources positives d'Haïti

Il subsiste cependant en Haïti deux ressources fondamentales dans lesquelles il faut continuer à investir :

a) **la société civile haïtienne et le tissu social communautaire** : les ressources humaines sont l'atout du pays, elles méritent d'être soutenues, renforcées et aidées à travailler ensemble pour que leurs activités soient de plus en plus efficaces ;

b) **les fenêtres d'opportunité pour l'intervention** : il y a toujours des espaces pour l'action, pour des interventions ayant un impact et capables de produire des résultats positifs. Les donateurs et les responsables de la mise en œuvre doivent analyser et prendre en considération les pratiques réussies et les transposer à plus grande échelle.

5. Facteurs à prendre en compte pendant les interventions

⁴ HAÏTI Tableau de bord humanitaire (janvier - août 2023) au 14 septembre 2023, OCHA.



- a) La **communauté** peut offrir des réponses réelles, au niveau local, dans certains cas même en contournant le nœud critique de la capitale ; la promotion de la communauté est une manière privilégiée de penser la reconstruction de la confiance mutuelle et du tissu social : il y a des fils coupés qui ont besoin d'être rejoints.
- b) La valeur ajoutée de **l'approche adaptative**, c'est-à-dire l'identification des fenêtres d'opportunité d'intervention et leur exploitation, avec des interventions agiles qui peuvent s'adapter au contexte et à la fluidité de la situation ;
- c) Le lien entre **l'humanitaire et le développement**. Si l'approche humanitaire ne peut pas être complètement abandonnée, il est nécessaire de recommencer à investir dans la productivité, de proposer un modèle qui commence par un engagement proactif des bénéficiaires avec une perspective à long terme (par exemple, les activités qu'AVSI met en œuvre dans la partie nord-ouest du pays impliquant certaines des familles les plus vulnérables grâce au soutien conjoint des Directions générales de la Commission européenne ECHO et INTPA) ;
- d) **Le financement institutionnel des donateurs pour les secteurs sous-financés tels que l'éducation, la protection des droits de l'homme et la sécurité alimentaire** devrait être **augmenté**, et pas seulement réorienté ;
- e) Les **voies consultatives entre les donateurs et tous les acteurs impliqués** dans les initiatives devraient toujours être encouragées, principalement pour les OSC locales et les communautés. En conséquence, des activités de suivi continu devraient être encouragées, dans le respect des principes de **transparence** et d'efficacité (par exemple, de nouvelles stratégies comme le Global Gateway de l'Union européenne).